

LECO

de la semaine

15 au 21 Novembre 2025



SOMMAIRE

Port de toamasina - Le terminal à conteneurs augmente sa performance	2
JIRAMA - Vingt-cinq milliards d'ariary envolés en deux mois.....	2
Conjoncture : Les grandes mines parmi les secteurs porteurs pour la relance économique.....	3
Antsiranana : Modernisation du système électrique.....	4
Consommation – Le volume du riz importé quadruplé durant les neuf premiers mois de 2025	4
Exportation vers les Etats-Unis – La vanille, le cacao, les épices et certaines huiles essentielles non soumis au droit additionnel de 15 %.....	5
Nouvelle Institution de microfinance : Une deuxième ouverture de capital au grand public	5
Relance économique : le rôle pivot promis aux grandes mines à Madagascar	6
Cryptomonnaies : une enquête internationale révèle l'ampleur du blanchiment d'argent sale sur certaines plateformes	7
Achats responsables : Orange Madagascar mobilise toute sa chaîne de valeur.....	8
Tsenaben'ny Fizahantany : Près de 7 000 visiteurs enregistrés lors de la 10e édition	9
Lutte contre la vie chère : place à la concurrence.....	9
Journée mondiale du passager : Madagascar met le cap sur le voyage durable	9
Fandraharahana : Hatsangana eto amintsika ny FNDI	10
Vokatra fanondrana : Haverina amin'ny laoniny ny tanjaky ny lavanila.....	10
Ankadimbahoaka - L'arrêt d'une usine plonge ses travailleurs dans le doute.....	11
Pluies provoquées : relance des opérations pour booster davantage la production d'électricité.....	11
Crise énergétique : Filatex Énergies et Jovena répondent aux accusations.....	12
Région Sofia : en finir avec la surexploitation du charbon de mangroves.....	13
Budget énergie - 646 milliards pour la transition énergétique	13
FIFAMANOR : Modernisation du secteur de l'élevage laitier	14
Monde des affaires : le secteur industriel en voie de disparition	14
Filière litchi : le nombre de collecteurs en hausse.....	15
Industrie - AFG Bank va construire une cimenterie à Toamasina.....	15
Banque mondiale : Appui à aligner aux priorités économiques de Madagascar	16
Pêche aux poulpes : Baisse des captures sur le littoral de Mahafaly	16
Madagascar : quand la crise politique bloque l'avenir économique	16
Transport par câble : la gestion du projet transférée au ministère des Transports	18
COP30 : plus de 30 pays, dont la France, menacent de bloquer un projet d'accord jugé faible sur les énergies fossiles	19

Port de toamasina - Le terminal à conteneurs augmente sa performance

15 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

De nouveaux portiques modernes et plus performants sont attendus au port de Toamasina. D'ici 2035, cette infrastructure vise à traiter jusqu'à un million de conteneurs par an.

Le terminal à conteneurs (TAC) est l'un des piliers de la performance d'une infrastructure portuaire. Depuis quelques années, celui de Toamasina connaît des changements majeurs et continus qui ont impacté de manière palpable le développement de ce poumon économique du pays. En parallèle avec le projet d'extension en cours qui devrait s'achever d'ici 2028, l'arrivée de nouveaux portiques est annoncée par le gestionnaire du TAC pour pouvoir répondre à l'afflux croissant des marchandises conteneurisées. Des nouveaux portiques modernes appelés Ships To Shore (STS) sont, entre autres, attendus. Ils donneront à Toamasina la capacité d'accueillir les dernières générations de navires porte-conteneurs.

« Les nouveaux portiques STS seront capables d'opérer des navires jusqu'à 23 rangées de conteneurs contre 18 actuellement. Ce qui permettra à Toamasina d'accueillir des navires qui peuvent transporter jusqu'à 14 000 conteneurs ou EVP contre un plafond de 3 000 à l'heure actuelle », explique-t-on du côté de la Société du port à gestion autonome de Toamasina (SPAT).

Pression

Outre les nouveaux portiques, des investissements ont été réalisés au niveau du nouveau terre-plein Hastie d'une superficie de 10 hectares. Ce dernier est équipé de trois nouveaux modèles de RTG (Rubber Tyred Gantry),

qui permettent de stocker des conteneurs jusqu'à cinq, voire à six niveaux. Aujourd'hui, le terre-plein Hastie peut traiter simultanément jusqu'à 4 500 EVP, ce qui permet aujourd'hui au port de Toamasina d'accueillir jusqu'à 400 000 EVP par an, contre 185 664 en 2014 et 243 043 en 2017.

Une étude menée en 2009 avait déjà mis en évidence le risque de saturation du terre-plein, un phénomène confirmé en 2013 et 2017 avec un pic historique du trafic qui oscillait autour de 195 000 EVP entre 2020 et 2022 et jusqu'à 220 758 EVP en 2023, soit une hausse de 14,3 % par rapport à l'année précédente, et puis 250 284 EVP en 2024, soit une progression annuelle de 13,4 %.

Face à cette pression croissante, la SPAT avait engagé avec ses propres moyens plusieurs phases d'extension majeures. En 2014, un nouveau terre-plein de 8 hectares a été mis en service afin d'améliorer la fluidité des opérations dans un contexte d'augmentation annuelle de près de 10 % du transport conteneurisé. Toujours avec ses fonds propres, un terminal supplémentaire de cinq hectares a été construit en 2018 et mis en exploitation en 2019. Lorsque les travaux d'extension seront achevés, Toamasina disposera de 37 hectares de zone de stockage de conteneurs au total et prévoit de traiter jusqu'à un million d'EVP en 2035.

JIRAMA - Vingt-cinq milliards d'ariary envolés en deux mois

IRINA TSIMIJALY | 15 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La situation financière du fournisseur public continue de se dégrader. D'après les chiffres communiqués par le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures, les encaissements ont fortement chuté dès septembre 2025.



Alors que le chiffre d'affaires encaissable moyen atteint 95,4 milliards d'ariary par mois, les recettes d'octobre n'en ont représenté que 83 %. Une perte équivalente à près de 16 milliards d'ariary, révélatrice de la fragilité de la trésorerie de l'entreprise.

Cette baisse a entraîné une augmentation rapide des impayés. Entre septembre et octobre, ceux-ci ont progressé de 9,5 milliards d'ariary, alors que les hausses des mois précédents étaient nettement plus limitées. Aujourd'hui, les factures non réglées dépassent les 20 milliards d'ariary. Parallèlement, l'endettement de la Jirama reste colossal : 2 500 milliards d'ariary selon la Cour des comptes en 2022, et plus de 5 300 milliards d'ariary au total, soit 7,6 % du PIB.

La situation est aggravée par des coûts de production largement supérieurs aux tarifs appliqués aux consommateurs. Même les subventions de l'État ne suffisent pas à combler le déficit. Dans ce contexte, la société se retrouve confrontée à une trésorerie de plus en plus tendue et à une pression permanente sur ses opérations.

Une grève coûteuse

La crise est en grande partie liée à la grève de deux mois menée par les agents syndiqués, qui a ajouté une pression supplémentaire sur les finances de la Jirama. Selon le ministère, « les deux mois de paralysie ont entraîné un manque à gagner avoisinant les 25 milliards d'ariary ». Les employés réclamaient notamment le départ du directeur

général Ron Weiss et s'opposaient au nouveau statut de la compagnie.

Les conséquences ont été lourdes : 103 815 appels perdus, 95 030 appels non traités et 3 554 requêtes clients non enregistrées dans le CRM. Pour remettre l'entreprise sur les rails, « une réquisition a été émise, interdisant aux agents de faire grève et leur demandant de reprendre immédiatement le travail », indique le ministère. L'objectif est de « trouver rapidement des solutions pour le recouvrement des factures et le redressement financier de l'entreprise », et la Jirama doit proposer des mesures pour appliquer cette réquisition.

Conjoncture : Les grandes mines parmi les secteurs porteurs pour la relance économique

R.EDMOND. | 15 NOVEMBRE | MIDI MADAGASCAR

Si la crise n'a pas d'impact négatif sur l'économie, la loi de finances initiale 2026 table sur une croissance de 4,8 %. Une croissance qui sera tirée notamment du secteur minier.

Le secteur extractif a d'ailleurs été au centre des échanges entre le ministre des Mines, Carl Andriamparany, et l'ambassadeur du Japon à Madagascar, Abe Koji.

Dynamique

Une occasion pour les deux parties de faire un tour d'horizon de ce secteur, notamment celui des grandes mines, qui contribuent de manière significative aux exportations nationales, estimées à plus de 30 % du total. Le secteur minier contribue par ailleurs à près de 5 % du PIB national et emploie plus de 60 000 personnes. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte plus large où le secteur privé se positionne comme le moteur de la relance économique, une orientation jugée d'autant plus pertinente au regard de la conjoncture actuelle, marquée par des défis budgétaires et sociaux. L'on reconnaît d'ailleurs qu'avec son potentiel minier considérable, Madagascar est appelé à devenir l'un des pays les plus riches d'Afrique subsaharienne. Le pays se distingue notamment par la diversité de ses ressources minières : le nickel, le cobalt, l'ilménite, le graphite, l'or, ainsi que des pierres précieuses telles que les saphirs et les rubis, pour ne citer que ceux-ci. Le secteur minier constitue ainsi un levier stratégique pour le développement économique national et pour l'industrialisation du pays, représentant une part importante des exportations et des investissements directs étrangers dont Madagascar a crucialement besoin pour soutenir sa croissance économique et, par conséquent, son développement social.

Grands projets

Cette rencontre a également permis aux deux personnalités d'évoquer le paysage minier malgache, composé à la fois de grandes exploitations industrielles et de petites mines artisanales. Plusieurs projets industriels majeurs se distinguent par leur envergure et leur rôle stratégique dans l'économie nationale. En premier lieu figure le complexe minier d'Ambatovy, qui occupe désormais une place de choix sur le marché mondial du nickel et du cobalt. Fruit d'un partenariat entre des investisseurs japonais et coréens, Ambatovy représente une part

significative des recettes d'exportation. « Il s'agit d'un investissement avoisinant 9 milliards de dollars US et représentant 30 % des exportations de Madagascar », a rappelé l'ambassadeur du Japon, en soulignant que le projet génère près de 10 000 emplois directs et indirects. Basée à Fort-Dauphin, QIT Madagascar Minerals (QMM), filiale du groupe Rio Tinto, extrait de l'ilménite, un minerai utilisé pour la production de dioxyde de titane.



Le projet s'accompagne d'importantes infrastructures, dont le port d'Ehoala, construit dans le cadre du projet Pôles Intégrés de Croissance grâce à un financement conjoint de Rio Tinto et de la Banque mondiale. Depuis son ouverture en 2009, ce port a accueilli 1 314 navires, ainsi que des paquebots transportant plus de 51 347 croisiéristes. Base Toliara, pour sa part, s'inscrit également dans ce cercle restreint des grands projets miniers. L'entreprise prévoit d'exploiter l'ilménite à Toliara, dans la région Atsimo Andrefana, une zone au fort potentiel économique et susceptible de contribuer de manière notable aux revenus de l'État. Le projet se trouve actuellement en phase de pré-construction, comprenant la mise à jour des études techniques et environnementales, le processus d'acquisition foncière, ainsi que la poursuite des investissements sociaux, notamment les infrastructures communautaires et les programmes de « cash for work ». Ces étapes précèdent la construction des usines et des routes nécessaires à l'exploitation minière proprement dite. Les promoteurs se montrent, en tout cas, confiants quant à l'avancement des travaux.

Antsiranana : Modernisation du système électrique

NAVALONA R. | 15 NOVEMBRE | MIDI MADAGASCAR

La population d'Antsiranana exprime son mécontentement en raison des coupures fréquentes d'électricité qui surviennent depuis plusieurs jours.

Cela est dû notamment à des pannes techniques ponctuelles et simultanées sur certaines unités de production, a-t-on appris. Consciente des impacts de ce problème énergétique sur la vie quotidienne des ménages ainsi que sur les activités économiques locales, Filatex Énergies, à travers sa filiale Enelec, a immédiatement établi un plan d'intervention, avec le concours du ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures, afin de rétablir le courant rapidement et de manière durable.

Contrôle et suivi

Des actions urgentes sont ainsi entreprises. Il s'agit, entre autres, de la remise en service progressive des unités disponibles et de la mobilisation de six petits moteurs supplémentaires, dont deux machines sont déjà arrivées sur le site d'Antsiranana. En outre, des pièces critiques permettant une stabilisation de l'alimentation électrique sous sept jours sont également arrivées. Les équipes techniques ont par ailleurs été renforcées afin d'accélérer

les travaux de fiabilisation sur l'ensemble des sites de production de la région, sans oublier le contrôle et le suivi à fréquence rapprochée en collaboration avec le ministère de tutelle.

Mix énergétique

Dans la même foulée, les deux parties prévoient de moderniser le système électrique à Antsiranana dès 2026. Cela consiste notamment en la mise en service d'une centrale solaire venant hybrider la production existante. Le parc éolien devrait également fonctionner partiellement dès le début de l'année prochaine. Ces nouveaux moyens offriront à Antsiranana un mix énergétique hybride plus résilient, moins dépendant du thermique et conforme aux standards internationaux. Ils contribueront à renforcer la stabilité de la fourniture d'électricité et à générer des économies significatives, tant en carburant qu'en coûts opérationnels.

Consommation – Le volume du riz importé quadruplé durant les neuf premiers mois de 2025

15 NOVEMBRE | 2424.MG

Antananarivo, 15 Novembre, 18h40 – Explosion des importations. Le volume des achats de riz à l'étranger et mis à la consommation à Madagascar a connu une augmentation spectaculaire de 325,74 % entre les neuf premiers mois de 2024 et les trois premiers trimestres de 2025.



La quantité de riz importé en 2025 a été ainsi plus de quatre fois supérieure à celle de la même période en 2024, si on se réfère aux données fournies dans les tableaux de bord mensuel de la direction générale des Douanes (DGD). Le volume de riz importé et mis à la consommation durant les neuf premiers mois de 2024 était de 142 600 tonnes. Il a augmenté à 607 000 tonnes pour les trois premiers trimestres de 2025, soit une variation absolue de 464 400 tonnes.

La valeur des importations en 2025 a pour sa part été supérieure de 924,5 milliards d'ariary à celle de 2024. Elle était passée de 365,1 milliards d'ariary à 1 289,6 milliards d'ariary entre les deux périodes, soit une augmentation de plus de 253 % en coût total pour l'économie.

Ces chiffres mettent en évidence l'explosion de la dépendance aux importations de riz de Madagascar en 2025. Pour la Banky foiben'i Madagasikara, cette évolution reflète la volonté des autorités gouvernementales de stabiliser les prix, dans un contexte marqué par la reprise des exportations indiennes au début de l'année.

La hausse du volume importé est toutefois plus forte que la hausse de la valeur déboursée. Cela indique que le prix moyen à la tonne était inférieur en 2025 par rapport à 2024, permettant d'acquérir une bien plus grande quantité de riz sans que la facture n'augmente au même rythme.

La BFM rapporte une diminution du prix moyen de 18,9 % entre les deux périodes. 2025 pourrait par ailleurs ainsi être l'année record pour Madagascar en termes d'importation de riz. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) avance, dans son rapport semestriel sur les marchés mondiaux des produits alimentaires qui vient de sortir en ce mois de novembre, que le besoin d'importation de riz de la Grande île pourrait s'établir à 800 000 tonnes.

Exportation vers les Etats-Unis – La vanille, le cacao, les épices et certaines huiles essentielles non soumis au droit additionnel de 15 %

15 NOVEMBRE | 2424.MG

Antananarivo, 15 Novembre, 12h10 – Un gros poids en moins pour la filière exportatrice malgache. L'administration Trump met à jour la liste des marchandises soumises au tarif réciproque qu'elle a introduit le 2 Avril 2025. Et plusieurs produits phares des exportations de la Grande île y ont été retirés. Il s'agit notamment de la vanille, du cacao, des épices ainsi que certaines huiles essentielles. Une disposition que l'ambassade de Madagascar à Washington n'a pas manqué de saluer.

Les Etats-Unis avaient fixé ce droit de douane additionnel réciproque de 15 % pour Madagascar sur ses exportations vers le marché américain. Il s'agit d'un droit ad valorem qui s'ajoute aux droits de douane de base (NPF), qui est le régime tarifaire standard appliqué par les Etats-Unis, dont les taux changent par produit.

Les produits phares malgaches retirés du tarif réciproque bénéficient généralement d'un tarif NPF de base de zéro aux États-Unis. De nombreux produits agricoles ou matières premières peu transformées comme la vanille ou les épices brutes sont traditionnellement importés aux États-Unis avec des droits de douane nuls ou très faibles (NPF libre). Le décret présidentiel qu'avait signé Donald Trump visait à modifier la portée du tarif réciproque concernant certains produits agricoles et annule de ce fait le tarif réciproque additionnel de 15 % qui s'était superposé au tarif NPF de base pour ces produits. Ceux-ci reviennent donc à leur tarif de base, qui est le plus souvent zéro (NPF libre).

Ce statut NPF zéro dépend toutefois de la classification tarifaire exacte des produits. C'est pourquoi il est toujours important pour les exportateurs de vérifier le statut douanier exact sur la grille tarifaire américaine (US Tariff Schedule) pour confirmer le taux applicable en vigueur à la date d'exportation.



L'ambassade de Madagascar à Washington salue cette évolution positive. Ce qui, selon cette représentation de la Grande île fait suite à un engagement diplomatique soutenu auprès des autorités américaines, avec comme objectif de faire progresser le développement de chaînes d'approvisionnement stratégiques entre Madagascar et les États-Unis. L'ambassade malgache réaffirme alors son engagement à promouvoir un accès élargi des produits malgaches au marché américain et à renforcer un partenariat commercial mutuellement bénéfique entre les deux pays.

Nouvelle Institution de microfinance : Une deuxième ouverture de capital au grand public

NAVALONA R. | 17 NOVEMBRE | MIDI MADAGASCAR

Dans le cadre de la démocratisation de l'investissement, la Nouvelle Institution de Microfinance offre une opportunité au grand public de devenir actionnaire d'une entreprise en procédant à une ouverture de son capital.

« Lors de la première opération lancée l'année dernière, 153 actionnaires se sont inscrits contre 4 actionnaires lors de la création de cette institution de micro-finance. Notre capital a ainsi augmenté à 12 milliards Ar au lieu de 4 milliards Ar. Ce qui nous a permis de soutenir des petites et moyennes entreprises (PME) et petites et moyennes industries (PMI) ainsi que des particuliers composés notamment des femmes en leur offrant des services financiers de proximité et adaptés à leurs besoins. Faisant suite au succès remarquable de cette première opération, une deuxième ouverture de capital au grand public est lancée par la NIM, une société anonyme et un acteur majeur de l'inclusion financière à Madagascar », a annoncé Tovonanahary Rabetsitonta, président du

Conseil d'Administration de NIM lors de l'assemblée générale de ses actionnaires samedi dernier à l'Arboretum à Ankondrano.

Mobilisation des femmes

« Cette initiative vise à consolider notre croissance tout en encourageant la participation de nos partenaires et clients à notre expansion. Notre objectif est d'avoir des fonds propres atteignant 30 milliards d'ariary en un an afin de soutenir des jeunes entrepreneurs aussi bien en milieu urbain que rural. C'est un moyen de lutter contre la pauvreté », a-t-il poursuivi. Il faut savoir que cette institution de microfinance vient également d'inaugurer sa 22e agence qui est située à l'immeuble Arboretum

à Ankondrano, et ce, dans le but de renforcer l'offre de services financiers de proximité. « Implantée dans 17 régions de Madagascar, la Nouvelle Institution de Microfinance accompagne actuellement plus de 33 800 clients à travers le pays. Nous avons collecté plus de 11 milliards d'ariary en dépôts. En outre, l'on constate une forte mobilisation des femmes actives qui se lancent dans des opérations financières. À titre d'illustration, 64 % des demandeurs de crédits au sein de notre établissement financier sont des femmes et 68 % des clients qui y font

un dépôt sont issus de la gente féminine », a exposé Harizaka Rakoto, directeur général de NIM.

Force est également de remarquer que l'institution de microfinance n'octroie pas de crédit sans que le bénéficiaire n'ait effectué une formation en éducation financière de deux semaines. « Plusieurs emprunteurs sont des acteurs économiques œuvrant dans le secteur productif et non le commerce ou le transport. Ce qui est rassurant étant donné qu'ils contribuent directement à la croissance du pays », a conclu le PCA Tovonahary Rabetsitonta.

Relance économique : le rôle pivot promis aux grandes mines à Madagascar

ARH. | 17 NOVEMBRE | LES NOUVELLES

La récente rencontre entre le ministre des Mines, Carl Andriamparany, et l'ambassadeur du Japon à Madagascar, Abe Koji, a permis de dresser un état des lieux sans détour du secteur minier national. Un secteur dual, composé à la fois de grandes exploitations industrielles et d'une activité artisanale omniprésente, mais dont les retombées économiques restent décisives.



Au premier plan, le complexe d'Ambatovy, implanté entre Moramanga et Toamasina, demeure le projet phare de l'industrie extractive malgache. Né d'un partenariat entre investisseurs japonais et coréens, il représente l'un des plus importants investissements étrangers du pays, évalué à près de 9 milliards de dollars. Selon l'ambassadeur du Japon, « ce site pèse à lui seul près de 30 % des exportations nationales et génère environ 10.000 emplois directs et indirects ». A l'extrême Sud-Est, la société QIT Madagascar Minerals (QMM), filiale du groupe Rio Tinto, exploite l'ilménite. Ce minerai, essentiel à la production de dioxyde de titane, alimente une chaîne de valeur

déjà bien installée. Le port d'Ehoala, construit dans le cadre du projet Pôles Intégrés de Croissance, illustre cette dynamique. Ouvert en 2009, il a accueilli plus de 1.300 navires ainsi que plus de 51.000 croisiéristes. Dans la région Atsimo Andrefana, le projet Base Toliara poursuit sa phase de pré-construction. Mise à jour des études techniques et environnementales, acquisitions foncières, infrastructures communautaires : les travaux préparatoires s'intensifient avant le lancement de la construction des usines et des routes nécessaires à l'exploitation.

5 % du PIB

Le graphite constitue un autre atout stratégique. Plusieurs entreprises étrangères, notamment australiennes et canadiennes, développent des projets dans le centre et le Sud du pays. La mine de Molo pourrait produire jusqu'à 150.000 tonnes de concentré par an, renforçant la position de Madagascar sur le marché des matériaux destinés aux batteries électriques. Le ministre des Mines rappelle que « le secteur contribue déjà à près de 5 % du PIB et emploie plus de 60.000 personnes ». Les prévisions du Projet de Loi de Finances 2026 annoncent d'ailleurs une reprise économique largement tirée par l'extractif. L'adoption récente du nouveau code minier et la préparation de la future Loi sur les Grands projets d'exploitation minière doivent en fixer les bases. Dans un contexte où le secteur privé promet d'accroître ses investissements et de créer des emplois, le potentiel minier exceptionnel du pays apparaît plus que jamais comme une des solutions avancées.

Cryptomonnaies : une enquête internationale révèle l'ampleur du blanchiment d'argent sale sur certaines plateformes

17 NOVEMBRE | FRANCEINFO

Le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), en collaboration avec la cellule investigation de Radio France, révèle que des géants de la cryptomonnaie comme Binance ou OKX ont laissé transiter des centaines de millions d'euros d'argent sale sur leurs plateformes, malgré les enquêtes judiciaires.

L'enquête « The Coin Laundry »(Nouvelle fenêtre) (« La lessiveuse de cryptos »), menée pendant plusieurs mois par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) et à laquelle la cellule investigation de Radio France a participé avec 38 médias de 35 pays, met en lumière la circulation de centaines de millions d'euros de cryptomonnaies liées à des organisations criminelles internationales sur des plateformes telles que Binance et OKX – les plus gros acteurs de ce secteur.

Ces flux ont continué malgré des condamnations et des engagements de mise en conformité pris par les dirigeants de ces grandes plateformes devant les autorités judiciaires, notamment aux Etats-Unis.

Des flux massifs provenant de groupes criminels

D'après l'analyse de l'ICIJ, entre juillet 2024 et juillet 2025, Binance a reçu au moins 408 millions de dollars provenant d'adresses liées à Huione, un conglomérat financier basé au Cambodge, qui joue un rôle central dans le blanchiment d'argent par les cryptomonnaies dans le monde, d'après les autorités américaines. Le groupe offre des services financiers légaux – application de paiement (Huione Pay), plateforme d'échanges de cryptomonnaies (Huione Crypto) – mais il est massivement utilisé par des réseaux criminels chinois, russes et nord-coréens, d'après le département du Trésor américain, qui a désigné ce conglomérat(Nouvelle fenêtre) comme une « préoccupation majeure en matière de blanchiment » en mai 2025. Ces centaines de millions de dollars d'argent sale ont transité sous la forme de crypto-monnaies sur des portefeuilles hébergés chez Binance – qui sont l'équivalent de comptes bancaires dans la finance traditionnelle. En octobre, le bureau d'enquête sur les délits financiers (FinCEN), qui dépend du Trésor américain, a décidé de couper du système financier américain(Nouvelle fenêtre) le groupe Huione à cause de son activité de blanchiment.

La plateforme OKX, qui a elle aussi reconnu en février 2025 avoir violé les règles américaines encadrant les transferts d'argent, est également mise en cause. Notre enquête recense 226 millions de dollars reçus par des comptes OKX en provenance de réseaux associés à Huione.

Les données analysées montrent que plusieurs autres groupes criminels internationaux ont utilisé de grandes plateformes crypto pour convertir ou déplacer des fonds. Une adresse hébergée par Binance, identifiée par le Trésor américain comme appartenant à un blanchisseur du cartel mexicain de Sinaloa, a reçu la majorité de ses

fonds depuis des comptes Coinbase (la plus grande plateforme d'échanges de cryptomonnaies aux Etats-Unis).

Autre exemple, en février 2025, des hackers nord-coréens ont dérobé l'équivalent de 1,5 milliard de dollars en ether (une autre cryptomonnaie) à la plateforme Bybit. Un audit réalisé pour l'ICIJ par ChainArgos, une entreprise experte en analyse des flux de cryptomonnaies, montre qu'une part importante des fonds convertis (plus de 900 millions de dollars) a transité par des adresses Binance. « De tels volumes provenant d'une source aussi risquée, devraient déclencher automatiquement des alertes internes, explique à l'ICIJ le directeur de ChainArgos, Jonathan Reiter. Même des systèmes de détection imparfaits devraient les repérer. »



Des équipes de conformité sous-dimensionnées

Les témoignages recueillis par l'ICIJ montrent que les équipes chargées de la lutte contre le blanchiment sont surchargées. Un ancien analyste de Coinbase évoque des « volumes d'alertes impossibles à absorber », une ex-employée d'OKX explique qu'elle dispose de « quelques minutes seulement » pour traiter les alertes qu'elle reçoit et plusieurs ex-salariés de Binance décrivent des contrôles « superficiels », faute d'informations suffisantes. Ce manque de moyens se combine à un modèle économique centré sur le volume des transactions, qui incite à ne pas bloquer les comptes ou les transferts de fonds. « S'ils bannissent les acteurs criminels de leur plateforme, ils perdent une source de revenus importante, ils ont donc tout intérêt à laisser cette activité se poursuivre », explique John Griffin, expert en données blockchain à l'université du Texas à Austin. Un rapport trimestriel de Coinbase(Nouvelle fenêtre) (2025) disponible en ligne reconnaît d'ailleurs clairement l'importance capitale du volume des transactions : « Notre principale source de liquidités (...) provient des revenus générés par les frais de transaction » (page 39).

Pour autant, ces plateformes sont devenues incontournables dans le système financier des cryptoactifs car, à l'instar des banques traditionnelles, elles permettent aux clients d'ouvrir des comptes, de stocker des fonds et d'effectuer des paiements. Mais elles offrent aussi un moyen rapide de convertir des cryptomonnaies obtenues illégalement en monnaie standard. C'est pourquoi les régulateurs et les forces de l'ordre ont tenté de pousser ces acteurs à mettre en place des mesures de protection contre le blanchiment d'argent.

Des réglementations encore insuffisantes

En Europe, de nouvelles règles renforçant la transparence sont entrées en vigueur fin 2024 avec l'application du règlement Mica (Markets in crypto-assets) qui impose un cadre réglementaire unique aux plateformes d'échanges de cryptomonnaies (avec une autorisation auprès des autorités nationales avant de pouvoir proposer ses services, notamment). Ce règlement s'ajoute à des règles déjà en vigueur contre le blanchiment d'argent, qui obligent depuis plusieurs années les acteurs crypto à vérifier l'identité de leurs clients et à surveiller les transactions suspectes.

Mais les États-Unis suivent un chemin inverse. Depuis son arrivée au pouvoir en janvier, l'administration Trump a abandonné plus d'une douzaine d'actions judiciaires visant des entreprises de cryptomonnaies et gracié plusieurs dirigeants condamnés. Le ministère de la Justice a aussi dissous une unité spécialisée dans les crimes liés aux actifs numériques, annonçant qu'il ne poursuivait plus les plateformes elles-mêmes, mais uniquement les individus ou groupes criminels utilisant les cryptomonnaies. Cette nouvelle approche retire de fait les principales plateformes d'échanges des cibles prioritaires de la justice américaine. En octobre, le président américain a ainsi accordé une grâce présidentielle à Changpeng Zhao, fondateur et ancien directeur général de Binance, la plus grande plateforme mondiale d'échanges de cryptomonnaies.

Ce dernier avait plaidé coupable en novembre 2023 de violations des règles de lutte contre le blanchiment. « *La guerre menée par l'administration Biden contre les cryptomonnaies est terminée* », a commenté la porte-parole de la Maison Blanche.

En France, Binance reste toutefois visée par une information judiciaire (Nouvelle fenêtre) ouverte en janvier dernier. Selon le parquet de Paris, les faits reprochés à la plateforme – du blanchiment aggravé à l'exercice illégal d'activités sur actifs numériques – s'étendent de 2019 à 2024, en France comme dans plusieurs pays de l'Union européenne.

Une explosion des montants volés

Selon le FBI, les pertes liées aux escroqueries crypto ont atteint 9,3 milliards de dollars en 2024 (+67 % par rapport à l'année précédente). La récupération des fonds demeure rare, même lorsque les transactions sont identifiées, posant là encore la question de la responsabilité des plateformes d'échange dans cette épidémie d'arnaques et de fonds blanchis.

Sollicité par l'ICIJ, Binance affirme « maintenir les standards de sécurité les plus élevés » et assure travailler « étroitement avec les forces de l'ordre et les principaux fournisseurs d'outils d'analyse ». La plateforme ajoute qu'elle n'a pas la possibilité technique de bloquer des dépôts entrants sur des adresses hébergées. OKX, de son côté, affirme avoir « pris des mesures proactives pour restreindre les comptes suspects » et dit coopérer activement avec le gouvernement américain.

De son côté, le fondateur de Binance, grâce présidentielle en poche, n'aura pas mis longtemps à reprendre ses anciennes habitudes, reprenant la promotion de sa plateforme dès la semaine suivante. « Joyeux Halloween », a-t-il simplement écrit sur X le 31 octobre. « Nous embauchons. »

Happy Halloween ! Trick or treat !

Achats responsables : Orange Madagascar mobilise toute sa chaîne de valeur

ANTSA R. | 18 NOVEMBRE | MIDI MADAGASCAR

Au-delà des questions de prix et de délais, Orange Madagascar veut désormais faire de ses fournisseurs des acteurs à part entière de sa stratégie de responsabilité sociétale.

C'est le message qu'a porté la deuxième édition du « *Supplier Day* », organisée le 12 novembre dernier dans les locaux d'Orange Digital Center (ODC) Madagascar, à la Gare Soarano, en présence de la directrice générale Aminata Ndiaye Niang. Plus de 200 fournisseurs et prestataires ont répondu à l'invitation de l'opérateur.

L'enjeu ne se limitait pas à présenter de nouveaux contrats ou opportunités, mais bien à aligner l'ensemble de la chaîne de valeur sur des engagements communs : intégrité, transparence, respect des droits humains et protection de l'environnement. Pour Orange Madagascar, les fournisseurs ne sont plus de simples exécutants, mais des partenaires stratégiques qui contribuent directement

à la qualité de service et à l'expérience des clients. La politique d'achats responsables de l'entreprise était au cœur des échanges. Celle-ci s'impose comme un cadre de référence pour tous les actes d'achat, avec l'intégration systématique d'un code de conduite fournisseur à chaque contrat. Ce document oblige les partenaires à respecter les règles légales, fiscales, sociales et environnementales, ainsi que les exigences propres à Orange Madagascar. Des évaluations régulières et des audits locaux permettent de vérifier le niveau de conformité et la performance RSE des structures impliquées.

Progrès technique

L'opérateur mise également sur l'innovation et la qualité pour affronter les défis technologiques et économiques d'un secteur en constante mutation. Le Supplier Day se positionne ainsi comme un espace de dialogue où sont co-construits des modes de coopération plus efficaces et plus durables, dans un esprit de partenariat long terme plutôt que de simple relation commerciale. « *La confiance mutuelle et la transparence, renforcées par notre*

politique d'achats responsables, constituent la base d'une collaboration durable avec nos fournisseurs et prestataires partenaires. Ensemble, nous faisons progresser un secteur plus éthique, innovant et respectueux des droits humains et de l'environnement », a souligné Aminata Ndiaye Niang. Une manière de rappeler que la transition vers une économie plus responsable se joue aussi, et peut-être surtout, dans les coulisses des achats.

Tsenaben'ny Fizahantany : Près de 7 000 visiteurs enregistrés lors de la 10e édition

NAVALONA R. | 18 NOVEMBRE | MIDI MADAGASCAR

La 10^e édition du salon « Tsenaben'ny Fizahantany », organisée par l'Office National du Tourisme de Madagascar (ONTM) en partenariat avec le ministère de tutelle, a pris fin. Près de 7 000 visiteurs ont été enregistrés durant les trois jours de l'événement selon les organisateurs.



La destination Sainte-Marie a attiré de nombreux visiteurs pour cette 10^e édition, selon l'organisateur de voyage

Evamad Tour. « *Vient ensuite Fort-dauphin étant donné que nous avons proposé une offre promotionnelle incluant les billets d'avion, dans le cadre de ce salon* », a expliqué cet exposant. Il convient de rappeler que de nombreuses offres spéciales y ont été présentées en vue de préparer les vacances de fin d'année ou les week-ends. Vakansy Tsara Sady Mora propose entre autres des voyages organisés à Vohitry ny Nofy pour un tarif à la portée de tout le monde. Cet exposant est connu pour les facilitations de paiement qu'elle offre permettant à toute une famille de partir en vacances. L'objectif vise à promouvoir le tourisme national. D'autres exposants ont également effectué des remises spéciales pour les voyages à l'international. La destination Dubaï est très prisée par les visiteurs d'autant plus que la liaison aérienne entre les deux pays est renforcée.

Lutte contre la vie chère : place à la concurrence

JEAN RIANA | 18 NOVEMBRE | LES NOUVELLES

Lors de l'émission télévisée, le 16 novembre, le Président de la refondation de la République de Madagascar, Michaël Randrianirina, a indiqué que l'ouverture des secteurs stratégiques à la concurrence permettra de faire baisser les prix des biens et services. Il a cité l'exemple de l'huile, de la farine et des carburants pour illustrer ses dires tout en affirmant que ces produits ont été longtemps monopolisés par une minorité d'opérateurs

économiques et qu'il est temps que cela change. Pour ce faire, le colonel Michaël Randrianirina a évoqué des efforts afin d'ouvrir ces divers secteurs à d'autres opérateurs afin de rendre le marché plus concurrentiel. Il a également souligné que l'arrivée de nouveaux opérateurs va avoir un impact sur les prix des télécommunications et de la connexion internet.

Journée mondiale du passager : Madagascar met le cap sur le voyage durable

ARH. | 18 NOVEMBRE | LES NOUVELLES

Les aéroports d'Antananarivo et de Nosy Be ont pris part, hier, à la Journée mondiale du passager, aux côtés de 28 plateformes internationales. Une célébration qui tombe à un moment clé pour Madagascar, alors que le trafic aérien poursuit sa progression.

Selon le ministre des Transports et de la Météorologie, Juste Raharisone, « les aéroports du pays ont accueilli 1,2 million de voyageurs en 2024 et pourraient atteindre 1,4 million cette année, soit une hausse estimée à 16 % ».

Placée sous le thème « Voyageons durablement », la manifestation a été organisée pour la deuxième année consécutive par Ravinala Airports, gestionnaire des aéroports d'Ivato et de Foscène. À Antananarivo, la

journée a été lancée par le vernissage d'une exposition du Groupement des acteurs en déchets et alternatives écologiques de Madagascar. (Gadaem), en présence des représentants de plusieurs ministères. Intitulée « L'économie circulaire au cœur de la protection de l'environnement », Ravinala Airports cherche à conjuguer performance aéroportuaire et responsabilité écologique. L'entreprise met en avant le recyclage comme levier d'action : 6,5 tonnes de déchets ont déjà été transformées en mobiliers, tables-bancs scolaires, sacs ou briquettes écologiques grâce à un réseau de partenaires locaux. Cela montre les efforts réalisés en partenariat avec plusieurs entités comme Sofitrans, STCV, Andao Company, pour réduire notre impact environnemental.

Respecter l'environnement

« Cette journée nous rappelle une responsabilité collective : réinventer le voyage pour qu'il soit plus respectueux de l'environnement », souligne Daniel Lefebvre, directeur général de Ravinala Airports. Il évoque également la

mise en place de points de collecte des déchets en collaboration avec Kopakelatra de la Brasserie Star et d'un système permettant aux voyageurs de participer gratuitement à la plantation d'arbres via un simple QR code. Toute la journée, les passagers d'Ivato et de Fascène ont profité d'animations, d'offres promotionnelles, de jeux, ainsi que de stands de sensibilisation sur les enjeux environnementaux. Une manière de rappeler que les aéroports ne sont plus seulement des lieux de transit, mais les premières portes d'entrée du pays. Malgré un léger ralentissement du tourisme après l'événement du 25 septembre, Ravinala Airports prévoit 1,3 million de passagers d'ici la fin de l'année et anticipe une nouvelle croissance dès 2026. Pour le ministre Juste Raharisone, cette dynamique confirme le retour des voyageurs vers Madagascar et constitue « un signal encourageant » pour l'économie et le tourisme. Créée en 2023 par l'aéroport de Nice, la Journée mondiale du passager ambitionne de célébrer les millions de voyageurs qui empruntent chaque jour les aéroports.

Fandraharahana : Hatsangana eto amintsika ny FNDI

HENINTSOA. | 18 NOVEMBRE | LES NOUVELLES

Miantoka ny fampandrosoana ny toekarena ny indostria noho izy mamorona asa sy mampidi-bola ho an'ny firenena sy ho an'ny tsirairay. Antony indrindra hirosoana amin'ny fampiroboroboana ny fandraharahana mba hizaran'ny firenena mankany amin'ny fampandrosoana maharitra. « Hatsangana tsy ho ela ny tahirim-bola nasionaly hatokana ho fampandrosoana ny indostria » (FNDI), hoy ny minisitra Rasoarahona Andrianiaina, nandritra ny fanokafana ny Forum national des entrepreneurs, andiany fahafito. Mandray anjara feno amin'ny fampandrosoana

ny toekarena sy ny sosialim-bahoaka ny fandraharahana. Tombony ho an'i Madagasikara ny fananana tanora mpandraharaha maro izay afaka mitrandraka ireo harena sy fahalalana amina sehatra marolafy. Hojerena haingana, hoy ny minisitry, ny hanatsarana ny tontolo hiasan'ny mpandraharaha ka misokatra tanteraka amin'ny fifampiresahana mba hifampitsinjovana ny fanjakana. Aorian'izay, hisy ny fikaonadoham-pirenena sy fikaonadoham-paritra hiarahan'ny fanjakana sy ny sehatra tsy miankina hijerena ny olana sy ny vahaolana mahomby.

Vokatra fanondrana : Haverina amin'ny laoniny ny tanjaky ny lavanila

HENINTSOA. | 18 NOVEMBRE | LES NOUVELLES

Miandrandra fanatsarana ny vidin'ny lavanila ireo mpisehatra taorian'ny fanafoanan'i Etazonia ny haba 15 % amin'ity vokatra ity ka hamerenana amin'ny laoniny ny tanjaky ny lavanila malagasy eo amin'ny tsena iraisam-pirenena.

Ny alahady teo, nanazava ny antony nampimba ny vidim-bokatra ny kolonely Randrianirina Michaël, filohan'ny Fanavaozana ny Repoblikan'i Madagasikara (PRRM), tao amin'ny fahitalavi-pirenena. Nilaza izy fa nandritra ny fotoan'ny valanaretina Covid-19 no nampidina ny vidin'io vokatra io. « Nanana tahiry avokoa ny ankamaroan'ny firenena. Betsaka, araka izany, ny tolotra raha nihena kosa ny tinady », hoy ny fanazavany.

Teo aloha, nisy ny Filankevitry nasionaly momba ny lavanila (CNV) nandinika sy nametraka paikady hanatsarana ny vidin'ny lavanila saingy tsy nampiasaina araka ny tokony ho izy izany. Tao anatin'izay, nangalana 4 dolara isaky ny kilao ny lavanila naondran'ireo mpandraharaha. « Ankehitriny, amina tapitrisa maro ny vola voaangona,

antony nahatonga ny fitondram-panjakana amin'izao nampiato ny fakana io haba io amin'ireo mpandraharaha. Tanjona, araka izany, ny hamerenana amin'ny laoniny ny CNV ka ahafahana mampiakatra indray ny vidin'ny lavanila », hoy hatrany ny kolonely.

Havaozina

Andro vitsy lasa izay, nisy ny fihaonambe niarahan'ny Praiminisitra Rajaonarivelo Herintsalama sy ireo mpisehatra rehetra, teny Mahazoarivo, nandinihina ity vokatra fanondrantsika ity. Voaresaka ny momba ny vola fanampiana amin'ny fanondranana, ny fahatarana amin'ny fikarakarana ireo antontan-taratasy ara-panjakana ary ny olana mahakasika ny taratasy fahazoan-dalana sy

fanondranana. Ilaina, hoy ny rehetra, ny fanavaozana tanteraka ny sehatra, hampitomboana ny mangarahara, hanatsarana ny kalitao. Nivoitra tao anatin'izay ny fandraisana andraikitra iombonan'ny fanjakana sy ny sehatra tsy miankina. Nifanaiky, araka izany, ny mpandray anjara ny

hanaovana fanadihadiana lalina momba ny fitantanany sy ny vokatry ny asa nataon'ny CNV. Nandrosoana soso-kevitra hanamorana ny fikarakarana ny antontan-taratasy ihany koa ny rehetra. Tanjona ny hiantohana ny fitsinjara ara-drariny ny tombontsoa ho an'ireo mpisehatra.

Ankadimbahoaka - L'arrêt d'une usine plonge ses travailleurs dans le doute

IRINA TSIMIJALY | 19 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une entreprise sous-traitante d'Ankadimbahoaka a brusquement cessé ses activités, plongeant ses employés dans l'incertitude.

Une entreprise sous-traitante située à Ankadimbahoaka a brutalement cessé ses activités cette semaine, laissant ses employés dans l'incertitude. Face à cette situation, les travailleurs ont saisi le service de l'inspection du travail à Antsahavola afin d'obtenir des éclaircissements sur leurs droits.

Selon les informations recueillies, la société donneuse d'ordres, basée à Fenoarivo Ambohidratrimo, a suspendu l'activité de plusieurs sous-traitants. Si certains employés pensaient au départ que cette décision était liée au retrait de Madagascar de l'Agoa, les autorités du secteur contestent cette interprétation.

La fermeture soudaine a néanmoins alimenté la crainte d'un effet domino dans la zone franche, où des milliers de travailleurs pourraient être touchés si les entreprises venaient à ralentir ou à stopper leurs activités. L'inspection du travail a été saisie pour clarifier les obligations de l'entreprise envers son personnel.

D'après les explications fournies par un responsable proche du dossier, ce dernier remet en question l'idée d'un lien avec la fin de l'Agoa.

Problèmes internes

Un responsable affirme : « À ma connaissance, cette entreprise ne fait pas partie du groupement des exportateurs. Certes, la situation n'est pas encore favorable pour les entreprises franches, surtout dans le textile, mais on ne passe pas directement à la fermeture des usines. Si aucune solution n'est trouvée d'ici 2026, là oui, la situation pourrait devenir délicate. Mais ce qui arrive ici n'est pas dû à l'Agoa : cette entreprise avait des problèmes depuis un moment. »

Du côté du ministère de l'Industrie, le discours est similaire. Un cadre souligne : « Il y aura des points à clarifier avec le comité technique du travail et de l'industrie, et des

investigations seront menées. Leur dossier est encore en cours. À l'origine, il y avait un problème de salaires, qui est désormais plus ou moins réglé. Il y a eu des mésententes entre le propriétaire et les employés. »

Le ministère insiste également sur le contexte politique : « En période de crise comme celle du 25 septembre, les investisseurs, surtout étrangers — mauriciens, français, chinois — deviennent méfiants. Cela a contribué à la



situation. »

Ainsi, la thèse de l'Agoa comme cause principale est plus ou moins écartée par les autorités, qui privilégient l'explication d'un ensemble de difficultés internes et conjoncturelles propres à l'entreprise.

Malgré la fermeture, un accord social a été trouvé : le salaire de novembre (20 jours) sera versé le 1er décembre ; une allocation équivalant à 15 jours de congé sera donnée le 23 décembre ; l'entreprise dispose encore de commandes, dont 900 000 pièces attendues en janvier 2026 ; la reprise du travail est envisagée pour février 2026. Une perspective qui reste toutefois fragile pour les employés, dans un secteur secoué par une conjonction de tensions internes, économiques et politiques.

Pluies provoquées : relance des opérations pour booster davantage la production d'électricité

ARH. | 19 NOVEMBRE | LES NOUVELLES

Le recours aux « pluies provoquées » est une stratégie énergétique de premier plan pour le ministère de l'Energie et des hydrocarbures. Le ministre, Ny Ando Jurice

Ralitera, a annoncé hier à l'Assemblée nationale la reprise des opérations d'ensemencement de nuages dès que les conditions météorologiques le permettront.

L'objectif étant de rehausser rapidement le niveau de l'eau des retenues qui alimentent la centrale hydroélectrique d'Andekaleka et ainsi renforcer la production électrique, encore insuffisante. Les résultats des premières opérations menées les 8 et 9 novembre ont été jugés encourageants. Quatre vols réalisés au-dessus d'Andekaleka, de Fiherenana et d'Andasibe, ont coûté 108 millions d'ariary. Mais cette dépense a été largement compensée. Le ministère estime que 2,12 milliards d'ariary ont été économisés en carburants. Les précipitations enregistrées jusqu'au 10 novembre ont permis d'augmenter la puissance d'Andekaleka à 85 MW qui est restée à 60 MW. Dans la foulée, la Jirama a réduit sa consommation de fuel lourd de 206.000 litres et celle de gasoil de 306.000 litres.

Feuille de route

Le ministre Ralitera, a été l'un des six membres du gouvernement auditionnés par les députés, lors d'une séance-marathon de plus de onze heures. Il a présenté une feuille de route structurée autour de trois étapes :

mesures d'urgence, actions intermédiaires et projets structurants. Outre la poursuite des opérations de pluies provoquées, des groupes électrogènes supplémentaires doivent aussi renforcer le réseau interconnecté d'Antananarivo (Ria). D'autres seront déployés en régions pour remplacer des équipements vieillissants, en attendant une réhabilitation complète du parc existant.

Les élus veulent « une modernisation profonde du secteur : renouvellement des infrastructures, accélération des projets hydroélectriques comme Sahofika, Volobe, Antetazambato, Ranomafana et développement des centrales solaires ». La demande d'un audit de la Jirama, martelée depuis plusieurs années, a de nouveau été remise sur la table, afin d'améliorer transparence et gouvernance.

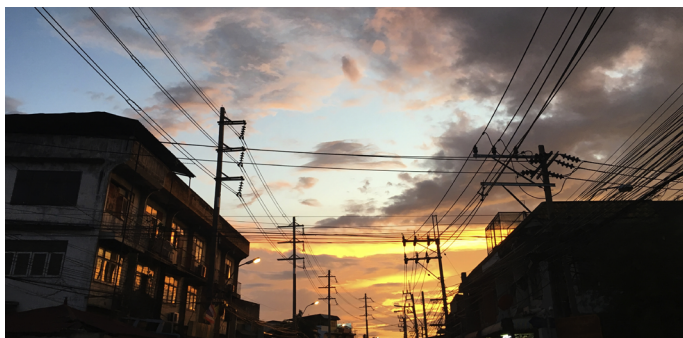
Le ministère affirme vouloir renforcer l'accès à l'électricité en zones rurales et élargir la part des énergies renouvelables dans le mix national. Les réponses détaillées aux 71 interventions des députés relatives à l'énergie, seront transmises par écrit dans les prochains jours.

Crise énergétique : Filatex Énergies et Jovena répondent aux accusations

ARH. | 19 NOVEMBRE | LES NOUVELLES

Sous le feu des critiques concernant l'approvisionnement en électricité et carburant destiné à la Jirama, Filatex Energies et Jovena ont chacun tenu à défendre la transparence de leurs activités et rétablir certains faits.

Le groupe Filatex Energies, actif dans la production électrique depuis plus de vingt ans, rappelle que « l'ensemble de ses contrats avec la Jirama provient de procédures publiques ouvertes et concurrentielles ». Les centrales thermiques ont été attribuées via des appels d'offres internationaux, certains organisés avec l'appui de la Banque mondiale dans les années 2000. Selon toujours l'entreprise, « les projets solaires et hybrides ont, eux aussi, été sélectionnés à travers des appels à manifestation d'intérêt publics ».



L'entreprise souligne que ces mécanismes, accessibles à tous les opérateurs nationaux et étrangers, garantissent un cadre « transparent, réglementé et contrôlé ». Elle précise également que ses tarifs figurent parmi les plus bas du marché et qu'aucun élément n'est modifié en dehors des dispositions contractuelles. Filatex met par ailleurs le point sur l'impact des retards de paiement de la Jirama, qui « peuvent atteindre douze

mois ». Ces décalages compliquent l'entretien des équipements et la maintenance des centrales. Malgré ces contraintes, la société affirme maintenir au mieux la disponibilité de ses installations, pour limiter les coupures. Toutes ses factures, rappelle-t-elle, sont auditées.

Faire des économies

Le groupe met également en avant son rôle dans la transition énergétique. Grâce à un vaste programme d'hybridation solaire, mené avec la Jirama, chaque mégawatt solaire installé permettrait des économies annuelles d'environ un milliard d'ariary, une réduction de la consommation de carburant et une moindre dépendance aux importations. A terme, Filatex estime que ce dispositif pourrait générer plus de 160 milliards d'ariary d'économies par an. De son côté, Jovena dénonce des accusations « mensongères » diffusées sur les réseaux sociaux. L'entreprise réfute catégoriquement détenir un monopole sur la fourniture de carburant à la Jirama. Selon elle, tous les marchés sont attribués par appels d'offres publics et internationaux, le dernier datant du 21 février 2025. La décision finale revient exclusivement à la Jirama. Jovena rappelle également être « la seule entreprise à avoir accordé un crédit à la Jirama » pour éviter des ruptures d'approvisionnement en carburant. C'est un mécanisme mis en place dans un contexte financier difficile, afin d'éviter des coupures d'électricité plus sévères. Les deux acteurs assurent rester engagés pour garantir un service énergétique stable, transparent et conforme aux règles publiques en vigueur.

Région Sofia : en finir avec la surexploitation du charbon de mangroves

ARH. | 19 NOVEMBRE | LES NOUVELLES

Dans la région Sofia, les mangroves sont soumises à une pression croissante liée aux activités de charbonnage. Longtemps considéré comme une ressource facile d'accès, le bois de palétuvier est massivement surexploité pour alimenter les besoins en énergie et en matériaux.

Chaque jour, au port d'Antsohihy comme sur les eaux de la baie de Laloza, des dizaines de sacs de charbon de mangrove s'échangent librement. Les estimations évoquent plus de 150 sacs entrant quotidiennement dans la ville, un chiffre probablement en deçà de la réalité puisque d'autres localités comme Mandritsara, Bealanana ou encore Nosy Be s'approvisionnent également dans la Sofia. Cette pression s'explique par l'étendue des mangroves locales, autrefois évaluées à près de 77.000 hectares selon un inventaire de 2019, mais aujourd'hui estimées entre 45.000 et 50.000 hectares. Les traces laissées par ces prélèvements sont visibles : des zones dégradées, parfois vidées de leurs palétuviers. Face à cette situation, l'entreprise Bôndy mène depuis plusieurs années le projet Ma Honkô, centré sur la restauration et la préservation de ces écosystèmes. Dans 57 villages répartis sur dix communes, les équipes réhabilitent des mangroves tout en développant des activités communautaires destinées à réduire la dépendance au charbon.

Restaurations des mangroves

A Ambodimadiro, village situé au bord de la baie de Laloza, des charbonniers participent désormais à la plantation de jeunes palétuviers. Parmi eux, Sina Nomenjanahary, arrivée ici après des difficultés personnelles. Pendant longtemps, elle vivait au rythme incertain de la production de charbon, avec des revenus

instables et grevés par les dettes. Depuis un an, elle prend part aux sessions de reboisement, rémunérées quotidiennement. « C'est mieux qu'avant. Nous



avons enfin un complément de revenu », confie-t-elle. Le changement ne concerne pas seulement les revenus, mais aussi les pratiques. Arsène, lui aussi charbonnier, n'utilise plus que du bois mort abandonné par d'anciens exploitants. « C'est un travail de survie, mais nous essayons de faire autrement », explique-t-il. Selon Bôndy, plus de 250 habitants ont déjà contribué aux actions menées à Ambiky, où 300 hectares de mangroves ont été restaurés. L'entreprise prépare maintenant le lancement de nouvelles activités génératrices de revenus. Ce afin d'offrir des alternatives durables pour enrayer la surexploitation.

Budget énergie - 646 milliards pour la transition énergétique

IRINA TSIMIJALY | 20 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Ce mercredi à l'Assemblée nationale, le gouvernement a présenté le Projet de Loi de Finances Initiale (PLFI) 2026, un budget qui place les besoins essentiels des Malgaches au cœur de ses priorités. Électricité, eau potable, santé, éducation, emplois et développement inclusif : six axes stratégiques qui traduisent la volonté de l'État de mieux répondre aux attentes de la population tout en renforçant la rigueur dans la gestion des fonds publics.

Le secteur de l'énergie est particulièrement mis à l'honneur. Le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures bénéficiera d'une enveloppe de 646 milliards d'ariary, destinée à accompagner la transition vers les énergies renouvelables et à soutenir le redressement de la Jirama, indispensable pour garantir un approvisionnement stable en électricité. À titre de comparaison, 140 milliards

seront investis pour l'eau potable, tandis que l'éducation et la formation recevront 109,5 milliards, et la santé 89 milliards, avec notamment une revalorisation des indemnités pour le personnel médical et le maintien des services essentiels.

Côté fiscalité, le budget 2026 prévoit 6 221,7 milliards d'ariary de recettes, soit une progression par rapport aux projections initiales. Cette hausse s'explique par l'introduction de nouvelles mesures législatives et administratives ainsi que par une meilleure rationalisation des dépenses fiscales, pour un apport supplémentaire de 266,38 milliards d'ariary.

Le ministre de l'Économie et des Finances, Dr Herinjatovo Aimé Ramiarison, a présenté ce budget devant les députés en soulignant : « Nous avons veillé à concentrer

les ressources sur les secteurs stratégiques tout en maintenant une gestion prudente des finances publiques. La priorité reste d'investir dans les infrastructures essentielles et de soutenir la transition énergétique, pour améliorer

le quotidien des Malgaches tout en assurant la stabilité économique du pays. »

Le PLFI 2026 sera désormais examiné par les commissions de l'Assemblée avant d'être débattu en séance plénière.

FIFAMANOR : Modernisation du secteur de l'élevage laitier

NAVALONA R. | 20 NOVEMBRE | MIDI MADAGASCAR

Le Centre de développement rural et de recherche appliquée de Madagascar (FIFAMANOR) a été créé en 1972 en vue de promouvoir l'agriculture et l'élevage via la vulgarisation de ses résultats de recherche.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement agricole, ce centre prévoit de moderniser le secteur de l'élevage laitier faisant sa renommée au niveau national. Une augmentation du nombre de cheptels de vaches laitières et de taureaux est ainsi en vue.



Ces animaux d'élevage seront ensuite distribués d'une manière ciblée auprès des éleveurs opérant dans les Hautes Terres. L'accroissement de la progéniture sera également assuré par la généralisation de l'insémination artificielle et en utilisant de la semence de taureaux de haute qualité, a-t-on appris. Il faut savoir que plusieurs éleveurs de vaches laitières se plaignent de la difficulté d'accès à cette opération d'insémination artificielle

Amélioration génétique

En outre, le centre FIFAMANOR dispose déjà d'un système de production d'azote liquide servant à conserver

le matériel génétique. Sa capacité de production est de l'ordre de 30 litres par jour. L'objectif de cette entité vise à assurer une amélioration génétique du cheptel d'élevage laitier à Madagascar afin de garantir l'augmentation de la production laitière. La production et la vulgarisation des techniques de fourrages indispensables à l'alimentation bovine, n'est pas en reste. Hormis la promotion de recherche, le centre FIFAMANOR ne ménage pas non plus ses efforts pour développer des formations aux acteurs économiques du monde rural en vue de leur professionnalisation.

Parc d'innovation

Par ailleurs, le Centre de développement rural et de recherche appliquée de Madagascar promeut la culture de pomme en produisant des variétés de semences de haute qualité développées en partenariat avec le projet FSRP financé par la Banque mondiale. Une extension du parc d'innovation d'une superficie de 1ha à 10 ha est également en vue. Ce parc est destiné à transformer la production grâce à une collaboration scientifique avec d'autres centres du CGIAR tels que l'Africa Rice. Cette coopération vise la recherche de variétés de cultures capables de s'adapter efficacement au changement climatique et à tous les types de sols, a-t-on évoqué. A travers cette modernisation du secteur de l'élevage laitier et la redynamisation du centre, le FIFAMANOR ambitionne de devenir un pôle d'excellence et d'innovation en vue de contribuer à la sécurité alimentaire.

Monde des affaires : le secteur industriel en voie de disparition

JEAN RIANA | 20 NOVEMBRE | LES NOUVELLES

« Le secteur industriel est en voie de disparition à Madagascar en raison de la forte affluence des importations », a déclaré Hassim Amiraly, membre du Conseil d'administration du Sim et de Technopet Madagascar, hier à l'occasion de l'événement dénommé Café des bâtisseurs, à la Chambre de commerce et d'industrie d'Antananarivo (CCIA) à Antaninarenina.

Il a déclaré devant un parterre de jeunes qui veulent entreprendre que le nombre d'industries s'amoindrit avec le temps à Madagascar, puisque le pays s'est habitué à importer depuis des années. « Et cela a des conséquences sur la vie des Malgaches

en raison de l'insuffisance d'emploi », a-t-il noté. Par ces propos, le membre du Conseil d'administration du Sim et de Technopet Madagascar, espère inciter les jeunes à produire. Il a salué les efforts déployés qui consistent à installer des unités One district

one factory (Odofo) dans les divers districts du pays. « Cependant, en l'espace d'une année, aucune d'entre elles n'a connu une évolution constante », a déploré Hassim Amiraly.

Il a ajouté qu'il est plus que temps de changer cette tendance et de réindustrialiser Madagascar. « Le pays a déjà été industrialisé dans les années 1970, mais à force de favoriser les importations, le secteur s'éteint progressivement », a-t-il souligné.

Hassim Amiraly a aussi indiqué que le système financier ne favorise pas du tout l'entrepreneuriat à Madagascar. « A ce sujet, les jeunes sont considérés comme des orphelins, vu qu'aucune banque ne les prend en considération », a-t-il regretté. Il a souligné que le changement implique une concertation nationale visant à valoriser davantage les jeunes pour qu'ils ne fuient pas le pays pour travailler à l'étranger.

Filière litchi : le nombre de collecteurs en hausse

JEAN RIANA | 20 NOVEMBRE | LES NOUVELLES

D'après la région Atsinanana, le nombre de collecteurs de litchi, est en hausse cette année, près des 1.400, après la clôture du dossier auprès du Guichet unique hier. Cette démarche aurait dû prendre fin le 18 novembre, mais en raison de la forte affluence des personnes intéressées, elle a été prolongée d'une journée, reflétant la libéralisation de la filière et la hausse de la production annoncée par le Centre technique horticole de Toamasina (CTHT) lors de la dernière prospection, le 10 novembre. Et le rapport indique clairement que la production de cette

année s'améliore par rapport à la dernière campagne qui a connu un déficit de production important en raison des conditions climatiques défavorables telles que les pluies intenses et la grêle. En tout cas, lors de la visite du ministère des Transports et de la météorologie, Juste Raharisone, sur les lieux, la Société malgache de manutention des marchandises conventionnelles (SMMC) déclare être entièrement prête sur les plans logistique et opérationnel pour assurer le bon déroulement des exportations de cette année.

Industrie - AFG Bank va construire une cimenterie à Toamasina

21 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Pour une nouvelle, c'en est une. Mais il ne s'agit pas de celle dont l'opinion parle et qui défraie les chroniques ces derniers temps. Ainsi, au cours d'un petit déjeuner de presse organisé au Novotel, le staff de l'AFG Bank Madagascar a annoncé le projet de construction d'une cimenterie à Toamasina d'une capacité de 500.000 tonnes par an. Autrement dit, la moitié de la quantité que l'État a importée en 2024.

Cette nouvelle unité industrielle contribuera certainement à faire baisser le prix du ciment dont l'offre est nettement inférieure à la demande. Une façon pour l'AFG Bank Madagascar de concrétiser ses objectifs dans le développement du pays où elle est installée. Le directeur général d'AFG Holding à Abidjan, Sionlé Yep, a annoncé ce projet dans son exposé sur l'historique de l'établissement filiale du groupe Atlantic Group créé il y a 40 ans, ses domaines d'intervention que sont la banque, l'assurance, l'industrie et les télécommunications. Il a ainsi rappelé que, pour avoir un agrément de banque de référence à Madagascar, les formalités sont très compliquées mais que Madagascar constituait une opportunité de développement de l'AFG Banque déjà présente dans plusieurs pays africains dont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte

d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal, le Cameroun et les Comores.

Ainsi, bien que la demande d'agrément d'AFG Bank Madagascar ait été déposée en 2019, l'autorisation n'a



été obtenue qu'en 2022, et la banque n'a été officiellement organisée qu'en 2023.

Le directeur général d'AFG Bank Madagascar, Kadiatou-Iina Diallo, a tenu à préciser que la nomination d'un consul de Madagascar en Côte d'Ivoire n'avait donc absolument rien à voir avec l'arrivée de l'AFG Bank Madagascar.

Banque mondiale : Appui à aligner aux priorités économiques de Madagascar

ANTSA R. | 21 NOVEMBRE | MIDI MADAGASCAR

Le Représentant Résident de la Banque mondiale pour Madagascar, Atou Seck, a été reçu hier par le ministre de l'Économie et des Finances, Dr Herinjatovo Ramiarison, à Antaninarenina. Selon les informations fournies, la rencontre s'inscrit dans la volonté commune de renforcer la coopération en faveur de la relance économique du pays. En outre, la Banque mondiale a exprimé son intention d'organiser une séance de travail technique afin d'aligner au mieux ses futurs appuis sur les priorités économiques de Madagascar. L'institution a également manifesté son

intérêt à soutenir l'organisation prochaine des Assises nationales pour la relance économique, moment clé de concertation avec les parties prenantes. Par ailleurs, une revue des projets financés par la Banque mondiale à Madagascar est prévue, afin d'en optimiser l'impact au bénéfice de la population. Le ministre Ramiarison, de son côté, réaffirme son engagement pour une relance responsable, inclusive et axée sur les résultats, dans le cadre de la Refondation de la République.

Pêche aux poulpes : Baisse des captures sur le littoral de Mahafaly

NAVALONA R. | 21 NOVEMBRE | MIDI MADAGASCAR

Le littoral de Mahafaly situé dans la région sud-ouest de Madagascar est très dépendant des activités de la pêche notamment la pêche aux poulpes.

Durant la réouverture de cette pêche aux poulpes au niveau des 10 villages de ce littoral, à savoir, Anakao, Maromena, Befasy, Beheloka, Besambay, Ambola, Ankarapona, Ampiambaza, Tariboly et Antsakoa, le plus grand capturé a atteint 10kg. En outre, la quantité maximale de poulpes collectée est de l'ordre de 24kg par pêcheur.



En revanche, une baisse de captures de ce produit halieutique a été enregistrée cette année, soit environ 5,7 tonnes au lieu de 13 tonnes en 2024, selon les informations publiées par WWF Madagascar. Divers facteurs étaient à l'origine de cette diminution de la production des pêcheurs. Cela est dû entre autres aux effets néfastes du changement climatique, pour ne citer que le passage des

cyclones durant le premier trimestre de cette année ainsi qu'à la durée de la période de fermeture de pêche et à la hausse de la température du lagon, d'après les communautés locales.

Régulation de la pêche

Toutes les parties prenantes reconnaissent l'importance de l'application de la période de fermeture de la pêche aux poulpes afin d'assurer la gestion durable des ressources marines. Cette régulation de la pêche contribue à la reconstitution des stocks de poulpes pendant la saison de reproduction. Bien que les résultats de cette réouverture n'aient pas atteint le niveau de l'année 2024, la taille des individus et la quantité totale capturées confirment toutefois l'efficacité de la fermeture et la réouverture contrôlées des réserves de poulpes pour maintenir la productivité halieutique, a-t-on indiqué. Il faut savoir que WWF Madagascar, le Centre de Surveillance de Pêche, l'Institut Halieutique des Sciences Marines et le ministère de tutelle via sa direction régionale, continuent d'appuyer les communautés de pêcheurs sur le littoral de Mahafaly dans la gestion durable des ressources halieutiques. L'objectif consiste à assurer la pérennité de leurs moyens de subsistance tout en préservant la biodiversité marine. Il convient de rappeler que les poulpes sont en grande partie exportés en Europe et en Chine.

Madagascar : quand la crise politique bloque l'avenir économique

RAKOTOARISOA ANDRIATAHINA | 21 NOVEMBRE | LES NOUVELLES

La crise politique qui secoue aujourd'hui Madagascar ne se limite pas à une question de gouvernance ou de rivalité institutionnelle : elle prend racine au cœur même de l'économie nationale. Une économie déjà fragile, secouée par des difficultés structurelles depuis plusieurs décennies, voit aujourd'hui son avenir menacé par l'incertitude politique. L'analyse de ce scénario persistant montre les risques d'un ralentissement prolongé, mais aussi les

déclencheurs possibles de résilience si certaines conditions sont réunies.

Le ralentissement inévitable de la croissance En temps de stabilité, l'économie malgache progresse doucement, portée par ses secteurs productifs traditionnels : agriculture, mines, tourisme, textile. Mais une crise politique prolongée vient miner ces moteurs naturels.

Tout d'abord, la croissance s'essouffle parce que les bases mêmes de la production se fragilisent. Les entreprises

investissent lorsqu'elles peuvent anticiper leurs gains. En situation de doute, les investissements sont gelés, les projets reportés et les prises de risque se raréfient. La situation actuelle montre une amplification de ce phénomène : les opérateurs économiques attendent des signes clairs de normalisation avant d'engager de nouveaux capitaux.

Ainsi, la faiblesse de la demande intérieure, combinée à l'instabilité institutionnelle, crée un cercle vicieux : moins d'investissement, moins de croissance, moins d'emplois, moins de demande.

Même dans les secteurs traditionnellement dynamiques, le manque de visibilité étouffe les ambitions. Le textile, qui dépend des commandes internationales, s'expose à des ruptures de contrat par crainte d'un contexte instable. L'agriculture, pilier de la majorité des foyers, souffre d'une absence de soutien affirmé et d'une faible anticipation des risques climatiques.

Face à cela, une crise qui s'inscrit dans le temps risque de transformer un simple essoufflement conjoncturel en un déclin structurel.

L'impact immédiat sur les prix et le revenu des ménages Lorsque l'incertitude politique persiste, les prix augmentent mécaniquement. Non pas parce que les coûts de production montent systématiquement, mais surtout parce que la confiance en la monnaie s'érode progressivement. La persistance de la crise peut alors alimenter une inflation déjà préoccupante. Les ménages malgaches, dont la majorité dispose de revenus modestes, en subissent les effets les plus douloureux. Les produits de première nécessité absorbent une part toujours plus importante du budget familial. Par ailleurs, les revenus n'évoluent pas au même rythme, ce qui réduit le pouvoir d'achat. La conséquence est simple : la consommation diminue, les ménages réduisent leur alimentation, certains services essentiels comme l'électricité, la scolarité ou le transport deviennent moins accessibles.

Dans cette situation, la pauvreté augmente mécaniquement. L'informel déjà massif devient une soupape mais aussi un piège : il permet de survivre, mais sans offrir de stabilité ni de protection sociale.

Si la crise politique perdure, la pression sur les prix pourrait devenir un sujet explosif, menaçant l'équilibre social. Le retrait discret des investisseurs Les investisseurs, qu'ils soient locaux ou internationaux sont extrêmement sensibles à la stabilité politique. Une crise persistante réduit instantanément l'attrait du pays. D'abord, la réputation de Madagascar se détériore. Les agences internationales, déjà prudentes, pourraient revoir leurs recommandations, ce qui décourage les investissements étrangers. Les projets miniers, énergétiques ou industriels pourraient être suspendus ou réorientés vers d'autres marchés régionaux.

Ensuite, les opérateurs locaux se retrouvent également paralysés : un climat politique tendu complique l'accès au crédit, augmente les risques, et pousse les capitaux à se déplacer vers des placements plus sûrs souvent hors du pays.

À terme, cet exode de capitaux réduit la capacité du pays à financer son développement. La fuite des talents suit souvent celle des capitaux, aggravant encore l'affaiblissement économique.

Une pression accrue sur les finances publiques Lorsque l'économie ralentit, les finances publiques suivent. La baisse de l'activité réduit les recettes fiscales, tandis qu'une crise politique augmente les dépenses de gestion et de sécurité.

L'État se retrouve alors pris en étau : « moins de recettes, plus de dépenses. »



Pour maintenir les services fondamentaux, il doit s'endetter davantage. Or un pays en crise inspire peu de confiance : le coût de la dette augmente, et les institutions internationales deviennent prudentes dans leurs engagements.

La possibilité d'un ralentissement des financements extérieurs est bien réelle. Or Madagascar dépend fortement de l'aide internationale et des appuis budgétaires pour financer de nombreux projets nationaux. Une crise persistante pourrait donc entraîner une réduction d'accès aux fonds, ralentissant les programmes publics, notamment ceux destinés aux infrastructures, à la santé ou à l'éducation.

Érosion sociale et montée des frustrations L'économie n'est jamais isolée du social. Une crise politique prolongée, combinée à l'inflation et à la réduction des possibilités économiques, fait monter la pression sociale. Les ménages réduisent leurs dépenses essentielles : l'alimentation devient plus pauvre, les soins médicaux reculent, la scolarisation est compromise.

Cette pression sociale nourrit naturellement les frustrations et le sentiment d'abandon. L'informel devient plus massif, non par choix mais par nécessité. Cela fragilise encore davantage les recettes publiques, alimentant un cycle de dépendance et de pauvreté.

Si la crise politique n'est pas résolue, la cohésion sociale risque de s'effriter. La confiance entre citoyens et institutions pourrait se réduire à son minimum, compliquant toute tentative de réforme.

Un avenir encore possible : surmonter la crise Malgré les risques, Madagascar dispose encore de leviers importants.

D'abord, de nombreux secteurs demeurent porteurs : l'agriculture, l'énergie, les mines, le numérique, le tourisme.

Ensuite, le dynamisme de la jeunesse représente un potentiel considérable. La créativité, l'entrepreneuriat informel, les initiatives communautaires sont autant de signaux d'une résilience unique.

Cependant, cette énergie ne sera pleinement mobilisable qu'à condition que le pays retrouve un minimum de stabilité politique.

La clé se trouve dans un dialogue inclusif, des réformes sobres mais efficaces, un environnement économique lisible et rassurant.

Les partenaires internationaux restent attentifs. En cas de stabilisation, l'économie pourrait rapidement retrouver une dynamique positive.

Alors, si la crise politique persiste, l'économie malgache risque d'entrer dans une phase de stagnation prononcée, marquée par une inflation persistante, une perte de pouvoir d'achat, le retrait des investisseurs, et une dégradation du tissu social.

Pourtant, l'avenir n'est pas écrit. Avec une résolution rapide de la crise et un retour progressif à la stabilité, Madagascar peut encore rebâtir une trajectoire de croissance. Les ressources existent, le potentiel humain aussi. Le véritable enjeu réside désormais dans la capacité collective à transformer l'incertitude politique en opportunité de refondation économique.

Transport par câble : la gestion du projet transférée au ministère des Transports

JEAN RIANA | 21 NOVEMBRE | LES NOUVELLES

Le Conseil des ministres du 19 novembre a annoncé l'approbation du transfert de la gestion et de la supervision du projet de transport par câble au ministère des Transports et de la météorologie (MTM). Jusque-là piloté par le Secrétariat d'Etat chargé des nouvelles villes et de l'habitat (SENVH), le téléphérique de 8,7 kilomètres reliant Anosy à Ambatobe demeure à l'arrêt depuis le mouvement populaire du 25 septembre. Cette journée a marqué un tournant sombre pour l'infrastructure, notamment en raison des actes de vandalisme qui ont visé la station d'Ankorondrano, ayant causé des dommages importants sur une partie du réseau.

Financé par un emprunt de 150 millions de dollars accordé par la France, le projet de transport par câble représente un investissement majeur que la Présidence de la Refondation souhaite transformer en véritable outil de mobilité moderne, sécurisé et accessible au plus grand nombre.



Le transfert de sa gestion à un ministère unique entre dans cette optique. Dans un contexte où la Grande Île s'est déjà lourdement endettée pour sa réalisation, l'objectif vise à

remettre en service ce téléphérique afin de garantir que cet investissement profite réellement à la population. Selon les derniers rapports de l'ancien Secrétaire de la SENVH, Gérard Andriamanohisoa, lors de son passation de service avec le Général de division Lylison René de Rolland, ministre de l'Aménagement du territoire et des services fonciers à Anosy, seule la ligne reliant Ivandry à Ambatobe est restée intacte. Autrement dit, des réparations s'imposent avant de passer à la remise en service du TPC. Selon les informations recueillies, des expertises ont déjà été entamées pour voir des dégâts et ainsi se procurer les différentes pièces nécessaires pour le rendre à nouveau fonctionnel.

Le Stade Barea et Miami

Au-delà du téléphérique auparavant placé sous la tutelle du SENVH, d'autres infrastructures ont également été réaffectées à différents ministères. Le Stade Barea Mahamasina relève désormais de la tutelle technique du ministère de la Jeunesse et des sports, tandis que la gestion du projet Miami Toamasina, un vaste programme d'aménagement situé au bord de la mer destiné à renforcer ladite destination touristique, a été confiée au ministère du Tourisme et de l'artisanat.

COP30 : plus de 30 pays, dont la France, menacent de bloquer un projet d'accord jugé faible sur les énergies fossiles

21 NOVEMBRE | FRANCEINFO

« Nous ne pouvons pas soutenir un texte qui n'inclut pas de feuille de route pour une transition juste, ordonnée et équitable vers la sortie des combustibles fossiles », ont écrit

les délégations concernées à la présidence de la COP30.

La COP30 peut-elle déboucher sur un échec ? Une trentaine de pays ont écrit, jeudi 20 novembre, à la présidence brésilienne de la conférence sur le climat de l'ONU pour lui demander de revoir sa copie et d'inclure une feuille de route pour la sortie des énergies fossiles, selon plusieurs pays signataires. La COP30 doit se terminer vendredi soir. Son président, le diplomate André Correa do Lago, est sous pression des près de 200 pays réunis à Belém depuis le 10 novembre pour forger un texte capable de réunir un consensus, selon la règle des COP. Sa dernière ébauche de texte, consultée jeudi par l'AFP, ne fait pas mention des énergies fossiles.

« Nous sommes profondément préoccupés par la proposition actuelle, à prendre ou à laisser », écrivent la Colombie, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et d'autres pays, selon une liste fournie par la délégation colombienne à l'AFP. La France et Belgique ont confirmé leur signature. « Nous vous devons l'honnêteté : sous sa forme actuelle, la proposition ne remplit pas les conditions minimales pour un résultat crédible à cette COP », poursuivent les pays.

La Russie et la Chine freinent la mention des énergies fossiles

« Nous ne pouvons pas soutenir un texte qui n'inclut pas de feuille de route pour une transition juste, ordonnée

et équitable vers la sortie des combustibles fossiles », écrivent-ils. La sortie du pétrole, du charbon et du gaz, largement responsables du réchauffement, est revenue dans le débat avec force à Belém alors que le sujet semblait impossible à raviver depuis un premier appel à la COP28 à Dubaï en 2023.



Le président Lula lui-même prône une « feuille de route » pour accélérer cette sortie depuis le début du sommet. Mais selon un négociateur qui souhaite rester anonyme, la Chine, l'Inde, l'Arabie saoudite, le Nigeria et la Russie y ont opposé une fin de non-recevoir.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

